

N° 789 — 4 F

DU 22 JUIN AU 28 JUIN 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

CHOMAGE
VIE ET CHERE

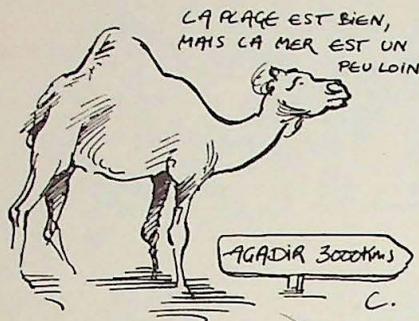


ILS RÉCLAMENT

les transports gratuits
et 48 h. de perm par semaine

CENT SOLDATS
" AU TROU "

VACANCES PAS CON



Lecteurs de T.S. et de P.H. s'aident à trouver des vacances différentes. On croûte sous les informations. Il y en a pour tous les goûts. Envoyez les offres et les demandes à Claude Boris, 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris (10°).



● **THEATRE ET TECHNIQUE D'EXPRESSION.** L'Atelier Théâtre Mime (22 rue de l'Amiral Mouchez, 75014 Paris, tél. 580-48-35) organise du 3 au 16 juillet à Prades, un stage sur les Techniques d'improvisation (théâtre, musique et graphisme). Au mois d'août, à Avignon (du 2 au 11) le Théâtre du Regard Neuf anime un stage sur l'art et la manière de conter : construction du personnage, pratique des textes contemporains, approche de l'écriture théâtrale (10 rue Saint Germain l'Auxerrois, 75001 Paris, tél. 233-90-88).

● **LA BRETAGNE DES TRAVAILLEURS.** Du 3 au 23 juillet l'Association pour la Promotion sociale des Travailleurs (11 avenue de Gors-Malhon, 35000 Rennes, tél. 54-10-06) propose de découvrir « La Bretagne des ouvriers, des paysans et des marins par la pratique de l'audio-visuel ». Cela se passe dans une petite commune du Finistère, non loin de Concarneau. Il s'agit « en profitant des activités de détente qu'offre mer et campagne, de s'initier à une technique d'expression et à mieux connaître ceux qui vivent là toute l'année ».

● **RENCONTRE DE JEUNES SUR LA JEUNESSE.** La Ligue Française de l'Enseignement (3 rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07, tél. 544-38-71) organise du 27 août au 9 septembre au Centre de vacances de Port-Leucate, au bord de la Méditerranée, une rencontre pour les jeunes de 18 à 25 ans. Elle est ouverte à des gens venus de toute l'Europe. Il y aura des débats, des exposés, des résultats d'enquête et des témoignages. Le prix du séjour et de session est de 450 francs. Grâce à une subvention il est possible de se faire rembourser son voyage en train.

● **BICYCLETTE.** Six jours en vélo à travers le Jura, l'Ain et le Doubs (attention, il y a des côtes) grâce à une association 1901 qui essaie de faire revivre un village du Haut-Jura sud touché par l'exode rural. Il y a un stage du 17 au 22 juillet, un autre du 14 au 19 août et un dernier du 4 au 9 septembre. Cela coûte 630 francs tout compris sauf la casquette que les organisateurs présentent comme indispensable. (Association de gestion pour l'aménagement de La Pesse, 39370 eLs Bouchoux). Les mêmes organisent également des promenades à pied ou en kayak.

● **EXPRESSION CORPORELLE.** Du 3 au 17 juillet et du 3 au 17 août à Redon, dans l'Ille-et-Vilaine, deux stages d'expression corporelle et théâtrale : « découverte de soi, de l'espace et de l'autre ». (Spirale, 10-12 rue de la Mare, 75020 Paris).

● **AVEC DES ANES.** Les gens de La Burle (07510 Usclades et Rieutord) que l'on connaît depuis le début des vacances pas con, viennent d'avoir une nouvelle idée pour faire

connaître leur Ardèche natale : une randonnée avec des ânes. Chaque groupe se compose de dix randonneurs, six ânes et deux accompagnateurs ; ce qui doit faire quarante-huit pattes et trente-six oreilles. Le stage-âne commence par deux journées de remise en condition, pendant lesquelles il doit falloir apprendre à braire. Ensuite, huit jours de promenades entre 1 100 et 1 700 mètres d'altitude. Si ma mémoire est bonne, dans le mode d'emploi d'un âne, c'est le mot patience qui est écrit en plus gros : rien de plus déroutant qu'un âne qui décide de ne plus avancer. C'est probablement pour cela que les gens de La Burle précisent : « Esprit sportif indispensable. » Peut-être que, de temps en temps, il faut un peu porter l'âne. La balade, tout compris, coûte 1 850 F, y compris le prêt du matériel nécessaire. Dates de départ des ânes : 3, 17 et 31 juillet ; puis 14 août.

● **BICYCLETTE.** Les mêmes gens de La Burle organisent aussi des séjours cyclo-pédestres sur le plateau ardéchois : 80 à 100 kilomètres à pied pendant cinq jours, puis 200 bornes en vélo en cinq jours et un peu de repos promenade. Il y en a pour 990 F, prix qui comprend même le recours éventuel à une voiture-balai. Ces « raids » partent les 2, 16 et 30 juillet, puis le 13 août. Et pour bien situer l'esprit dans lequel tout cela (et d'autres choses) se passe, l'un des animateurs nous envoie ses « amitiés auto-gestionnaires ».

● **GUIDE.** Un « ancien du P.S.U. » (comme il dit), nous fait parvenir un « Guide de l'ani-

mation, des ressources et des possibilités dans les Charentes ». Le vert de la couverture annonce clairement la couleur. Ceux qui vont en vacances ou passent dans cette région, peuvent se procurer cette bible charentaise écolo-pratique auprès de l'association « Les chemins de Charente », 16370 Champeroux. C'est vraiment bourré d'informations. On va la lire attentivement et, en attendant que vous l'achetiez (25 F), on y piquera les meilleures idées et adresses.

● **ECOLE EN BATEAU.** Si on a bien compris, il s'agit de se promener, par petits groupes, en bateau et sur la Méditerranée : « Une vie tournée vers les rencontres. » Une sorte de cabotage de plaisance que l'on peut prendre au départ ou en marche, là où les voiliers de 10 à 15 mètres, embarquant quatre à dix personnes, font relâche. Ces croisières de rêve sont d'abord réservées aux enfants, mais elles sont également accessibles aux parents. Une tranche, sept jours en mer et treize jours à terre, coûte, selon les lieux et les bateaux, entre 1 300 et 1 800 F, et les quelques croisières prévues en septembre sont bien moins chères. Mais il y a tant de possibilités, tant de choses à expliquer et à comprendre (« Non, ce n'est pas une école de riche », disent les animateurs) qu'il est préférable de s'adresser aux organisateurs pour en savoir plus : Ecole en Bateau, 5, allée Floréal, 92190 Meudon - Tél. 626-13-72.

● **POTERIE.** Du 7 au 13 août et du 21 au 27 août, à la M.J.C. de Gérardmer et pour 350 F, vous pouvez vous initier à l'art et à la manière de la poterie avec une céramiste professionnelle. (M.J.C., 1, boulevard de Saint-Dié, 88400 Gérardmer - Tél. 63-11-96).

● **PATCHWORK EN TOSCANE.** Sylviane Zurli Pardi (Via Verdi 3, Colignola, Mezzana, Pisa, Italie - Tél. (50) 87-01-85) propose de stimuler les recherches et les capacités expressives de chacun par le biais du patchwork, c'est-à-dire par l'utilisation du tissu comme matériau de création. Le premier stage commence le 22 juin, et il y en a deux en juillet, deux en août et deux en octobre. Pour six jours (cours, logement et nourriture), cela coûte 720 F, 840 F pour sept jours et 1 200 F pour dix jours.

● **EXPRESSION COLLECTIVE.** Du 17 au 28 juillet, au centre culturel de La Barbrière, à Avignon, un stage sur l'expression collective et l'animation socio-culturelle par la musique et le théâtre, pour les animateurs ou les responsables de mouvements de dix-huit à vingt-cinq ans. Cela coûte 550 F. (Ofico, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07 - Tél. 544-38-71).



calendrier politique

● **Vendredi 23 juin (amphithéâtre de la fac Dauphine, place De Lattre de Tassigny, 75016 Paris)** : Gala de soutien J.O.C. - J.O.C.F. avec les Quilapayun (19 h 30) aux emprisonnés d'Afrique du Sud. Montage diapo sur l'apartheid. Soutien au gala : 10 F.

● **Du 21 au 25 juin (Saint-Jean-de-Braye - 45)** : Festival « théâtre de rues » à Saint-Jean-de-Braye, dans l'agglomération Est d'Orléans. Animation et spectacles sur les lieux de la vie quotidienne : écoles, places publiques, marchés... mais aussi sous chapiteau, au théâtre de verdure, à la salle des fêtes. Débats sur la « culture », le théâtre « pro » ou pas « pro », l'expression libre. C'est organisé par le Centre culturel de la ville. 12 rue de la République, Saint-Jean-de-Braye, tél. (38) 89-17-13.

● **Dimanche 25 juin (Livry-Gargan - 93)** : Excursion anti-nucléaire à vélo sur la route des déchets radio-actifs se dirigeant vers La Hague, en provenance de toute l'Europe. Rendez-vous à 10 h, place de la Gare à Livry-Gargan ; vers Le

Raincy, Gagny et Chelles où se tiendra l'après-midi la fête de la libre expression. C'est organisé par le CRIN local.

● **Dimanche 25 juin (Oullins - 69)** : Fête du Front Autogestionnaire de la 12^e circonscription du Rhône. Des débats et des stands : Amérique latine, santé, écologie. De la musique et de la danse : Les Chinchas, Olivier Lataste, une fanfare, du pop et du folk. Bouffe et boissons. Participation : 10 F. Ça commence à 14 h sur le terrain du golf à Oullins.

● **Dimanche 25 juin (Montreux-Château - 90)** : Le comité anti-Canal, dont le PSU Belfort est partie prenante, organise une marche contre le canal à grand gabarit Rhin-Rhône. Départ à 14 h de Méziré (90) ou à 15 h de Montreux-Jeune (68). Marche jusqu'à Montreux-Château (90) où, à partir de 16 h, on fera la fête : stands, musique, buvette, montage audiovisuel.

● **Dimanche 25 juin (Poitiers)** : Fête de l'écologie et

de l'autogestion de 12 h à 24 h au Bois de Saint-Pierre (route de Gençay). Des films, de la musique, un bal populaire, un bal folk, un coin enfants, des stands, des débats avec les Lip, des gens du Larzac... Tout cela est organisé par la Convergence écologie, autogestion, pouvoir populaire. L'entrée est gratuite.

● **Samedi 1^{er} et dimanche 2 juillet (Nozay - 44)** : Les 27 renvoyés de livrets militaires de Loire-Atlantique organisent une « méga-fête », avec tous les groupes de la région en bagarre avec l'armée. Beaucoup de mouvements en lutte seront présents : anti-nucléaires, paludiers du pays de Guérande, ouvriers-paysans, femmes... Du bon spectacle aussi. Bouffe, boissons, possibilités de camping, animation enfants. Rendez-vous samedi à partir de 14 h à La Grignonais, à Nozay (44). Participation aux frais : 20 F pour le samedi et le dimanche. 15 F pour le dimanche, 5 F seulement pour le fest-noz de dimanche soir. Pour en savoir plus : s'adresser à l'association « on peut rêver », Le Port Jasnier, 44290 Guéméné Penfao.

● **Samedi 1^{er} et dimanche 2 juillet (Capdenac-le-Haut, près de Figeac dans le Lot) : festival Uxellodunum.**

Durant ces deux jours, à peu près toutes les formes d'expression seront réunies : jazz, folk, pop, rock, théâtre, clown, chanteurs, café-théâtre. Groupes participants : Potemkine, Madrigal, Etron Fou Leloublan, J.-Luc Roudières, Alyssum, Skulls Crakers, Ita Est, Réverbère, Perlinpinpin Folc, Radicelles, Les Chiffonniers, Carafon, Chemin des Vignes, Gousse d'Ail, Bluegrass Ramplanplan, Miladiou Filarmonic, Opticiens Diplômés, Groupe 71, Robert Birou, Piero le Clown, Trottoir d'en Face, Le Billan, L'Aiguade, Joan Pau, Alain Collard, Jo Bellamy, Bruno Ruiz, G. Truilhé.

Le Festival fonctionne en coopérative, ce qui veut dire que chaque groupe participant est en même temps organisateur, participe aux réunions de préparation. Les bénéfices sont répartis de manière égalitaire.

Le Festival débutera samedi 1^{er} juillet à 20 heures. Il est possible de camper et de se restaurer sur place.

HUMEUR

La Gallo-Parano

Si notre industrie de l'acier bat de l'aile et consomme goulûment les subventions de l'Etat alors que notre acier est le meilleur du monde c'est à cause des aciers japonais et espagnols qui *s'attaquent* au marché français.

Si Boussac et bien d'autres roitelets du textile boivent le bouillon en rivalisant dans leur production de chômeurs, c'est de la faute des Chinois de Taiwan et de Hong-Kong dont les produits *envahissent* le marché français.

Si la France footballeuse est en deuil, ce n'est pas à cause des disparus français en Argentine mais tout simplement en raison de l'in vraisemblable acharnement d'un arbitre suisse qui ia notamment sifflé contre nous un penalty qui n'a jamais existé.

Si les chantiers navals français attendent désespérément les commandes c'est parce que les Japonais et les Coréens (du sud) se *lancent à l'assaut* du marché national.

Si les viticulteurs ont des difficultés à écouler leurs vins c'est tout simplement parce que les Italiens et aussi les Espagnols *inondent* les tables françaises avec ce qui n'est que de l'infâme piquette.

Si notre armée passe une partie de son temps à faire la guerre en Afrique c'est, par exemple, parce que ces salauds de Toubous ont lâchement *attaqué* la France. Et aussi parce que les Katangais s'en prennent aux seuls braves petits coopérants français.

Si des chanteurs français sont dans la mouise c'est à cause de l'impérialisme des groupes anglais et américains qui *investissent* nos médias.

Si notre université, dit Alice Saunier-Séité, est en crise c'est parce que des étrangers de niveau intellectuel douteux viennent y *occupent* la place des bons petits étudiants français.

Si la Bretagne est toujours dans une merde noire, c'est à cause de tous ces étrangers qui veulent lorgner nos côtes en passant en bateau.

Si la prochaine augmentation de l'essence ressemble à un impôt supplémentaire c'est parce que les pays producteurs de pétrole ont eu le mauvais goût, samedi dernier, de ne pas majorer le prix du brut qu'ils vendent à la France...

Si les flics parisiens sont de plus en plus chers pour la ville de Paris, c'est parce que nous vivons toujours sous la menace des entreprises subversives d'un juif allemand.

Si La Hague est une poubelle c'est parce que les autres pays se débarrassent de leurs merdes chez nous et qu'ils sont assez riches pour payer d'avance et à n'importe quel prix le privi lège de ne pas garder des déchets radio-actifs sur leurs territoires.

S'il y a de plus en plus de chômage c'est parce que ces salauds d'Arabes s'obstinent à venir chez nous manger le pain de nos Portugais...

Et si tout va mal chez nous c'est parce que chez les autres cela va quand même mieux ; ce dont ils profitent pour s'opposer au rayonnement de la France. Etant entendu que la gauche, elle aussi, s'acharne sur notre pauvre France.

C.-M. VADROT ■



« JE RENDS PUBLIQUE CETTE PROTESTATION »

Un militant socialiste écrit à son parti :

Je me suis rendu le dimanche 11 juin à la fête du P.S.U., à la Courneuve, pour assister et participer au débat sur les perspectives de l'union de la gauche. Je comptais voir participer à ce débat des camarades responsables de mon parti ; soit comme représentants du parti, soit à titre personnel. J'ai appris que des camarades qui s'apprêtaient à le faire en ont reçu l'interdiction.

Je tiens à protester contre une telle décision. Je n'ai pas quitté le P.C. auquel j'ai appartenu pendant de nombreuses années pour retrouver des méthodes qui s'inspirent du même esprit autoritaire et centralisateur. J'informerai ma section dont je suis secrétaire. J'adresse un double de cette lettre à ma fédération (Paris). Je rends publique cette protestation. Comme je crains de vous laisser indifférents et pour matérialiser ma protestation je vous informe que je n'acquitterai pas ma cotisation du mois de juin.

Serge LESOU, Le Pré-Saint-Gervais (Section d'entreprise de France-Soir) ■

RADIOS LIBRES

En lisant l'article de C.-M. Vadrot à propos des radios libres, et en ayant discuté avec quelques camarades, je me permets de vous adresser ces quelques réflexions.

Dans un T.S. récent (n° 785), C.-M. Vadrot montrait les difficultés que rencontrait le pouvoir actuel face au problème des radios libres, coïncé entre le désir des milieux d'affaires cherchant à grignoter une nouvelle part du fromage que représentent les moyens audio-visuels, et la volonté de certains de prendre en main leur information. Quelle peut être l'attitude de militants du P.S.U. face à cette bataille qui nous concerne puisque nous nous sommes prononcés clairement pour une large décentralisation des moyens de communication et d'information, ainsi que pour leur contrôle par les usagers.

Dans l'immédiat nous devons apporter notre soutien à ceux qui sont sanctionnés pour avoir voulu briser le monopole, d'autant plus que — mais est-ce un hasard ? —, ce sont ceux qui dénonçaient clairement le rôle d'intoxication idéologique que le pouvoir fait jouer à la télévision et à la radio, qui sont les plus sévèrement frappés.

Mais plus qu'une bataille juridique, nous devons mener la lutte pour que les radios libres donnent la parole à ceux qui ne l'ont pas, victimes du mur de silence que leur oppose la télévision, la radio et la presse régionales. Les Chômeurs et chômeuses, travailleurs de la sidérurgie et travailleuses du textile, locataires de grands ensembles et travailleurs immigrés, ils sont nombreux, hommes, femmes ou organisations pour qui les radios libres doivent donner la possibilité de faire partager leurs luttes et leurs espoirs.

Radios libres, oui, mais radios populaires surtout. Si pour C.-M. Vadrot cela allait de soi, mieux vaut le réaffirmer clairement car en est-il de même pour tous ceux qui aujourd'hui s'affirment comme les défenseurs des radios libres ?

A part cela les derniers numéros de T.S. étaient vraiment bons. On essaye de parler de T.S. autour de soi pour trouver de nouveaux abonnés. Amitiés militantes.

Pierre GUILMIN, Nancy ■

LE P.S.U., UNE GAUCHE DIFFERENTE ?

T.S. (n° 788) se fait l'écho, dans un encadré signé par son directeur politique, d'un incident gênant entre Michel Rocard et le P.S.U. Au-delà de la personnalité de Michel Rocard, le procédé employé me semble dangereux. Il symbolise à mes yeux un phénomène bien connu qui apparaît dans les organisations de gauche après chaque recul du mouvement populaire : le repli sur soi, la tentation sectaire.

Profondément contradictoire avec notre stratégie, nous souhaitons qu'il ne s'agisse là que d'un égarement passager.

Il est cocasse de noter que dans le même temps J.-M. Demaldent se prononce dans la dernière livraison de la revue Dialectique (n° 23), comme le fait le P.S.U. depuis de nombreuses années, « pour un débat transorganisationnel » (c'est le titre de son article). Comme dit l'autre : fais ce que je dis et non ce que je fais.

Bien entendu, Demaldent n'est aucunement en cause personnellement. Sa lettre, très chaleureuse, témoigne d'ailleurs d'une gêne bien compréhensible.

Quant à l'argument présentant ce témoignage comme inadapté, il montre une conception de l'histoire que ne renierait pas Michelet. Non, mai 68 ne peut être réduit aux

faits et gestes en mai 68. Si ce n'était que cela, mai 68 ne nous intéresserait plus. La gauche ne serait pas ce qu'elle est, l'expérience de Lip n'aurait sans doute pas eu lieu ; et que serait devenu le P.S.U. ? Mai 68 ne peut être réduit à l'accès de fièvre de quelques semaines chaudes. C'est aussi — surtout — l'itinéraire de dix années de combat. Les « années orphelines » comme le dit Jean-Claude Guillebaud dans son très beau livre.

Que l'on me comprenne bien. Il ne s'agit pas là de prendre position sur le fond du papier refusé mais sur les arguments employés pour le refuser. C'est indigne du P.S.U., c'est contradictoire avec notre stratégie. Tous ceux qui ont lu ce papier dans Libération du 13 juin ont vu les divergences d'analyse mais l'arme du débat transorganisationnel c'est le stylo et la feuille de papier, non la paire de ciseaux et la corbeille à papiers ! Le P.S.U. une gauche différente ?

Stéphan LYLAN, membre du comité de rédaction de T.S. ■

UN OUVRAGE OUBLIE ?

Je vous écrit à propos de mon ouvrage paru chez Maspero sur la question coloniale et la politique du parti communiste français (1944-1947) à un moment où l'actualité met en cause et la réalité de l'impérialisme français et la politique du parti communiste. Cet ouvrage, paru en septembre dernier, qui met à nu la politique coloniale du parti communiste, non seulement à travers ses déclarations mais aussi sa pratique a été passée sous silence par le P.C.F. comme par la presse. Est-ce parce que la critique du P.C.F. est replacée dans le cadre d'une analyse de l'attitude de l'impérialisme français ?

Quels que soient les jugements qui peuvent être portés sur ce livre, on ne peut manquer de relever qu'il n'existe aucun ouvrage qui traite de cette question, en dehors de celui-ci, et que ce dernier brasse une masse considérable de matériaux, résultat de plusieurs années de travail et qu'il fournit ainsi une masse d'informations à tout lecteur qui désire soulever le voile qui est posé sur tous ces problèmes relatifs au colonialisme français et à l'attitude du mouvement ouvrier.

La question coloniale et la politique du parti communiste français peut mériter des critiques, mais certainement pas le mur du silence.

Grégoire MADJARIAN, Paris ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoullins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL - Société nouvelle de presse politique - 9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Vacances pas con**
par Cl. Boris p. 2
- **Editorial**
Le fond et les formes
par F. Turquan p. 5
- **Où va la France ?**
Idée neuve et vieilles recettes
par M. Anvers p. 6



- **Social**
La volonté de se battre
par la **Commission nationale**
Entreprises p. 7
- Renault-Flins : l'épreuve de force
par Y. Sparfel p. 8
- Les femmes des autres
par H. Bouchardeau p. 10
- Cent soldats au trou
Mise au pas à Evreux
par J. Berval p. 11
- Le capitalisme bureaucratique
d'Etat
par Y. Craipeau p. 12
- **Forum de l'autogestion**
15^e rencontre des GAM
par L. Jouve p. 13
- **Et pourtant elle tourne**
Afrique : la loi des parrains
par Ph. Mariélie p. 14



- Liban : le temps des incertitudes
par B. Ravenel et A. Tlemcen ... p. 15
- Trois liftiers contre la junte
argentine
par Y. Sparfel p. 16

Le fond et les formes

Par François TURQUAN



O bonheur, ô félicité ! ô joie inouïe pour le chômeur de trente ans, confiant en son avenir, rassuré d'apprendre qu'à l'aurore du troisième millénaire, à cinquante-deux ans à peine, un emploi lui sera garanti, si peu de temps avant la retraite, cet Eden du prolétaire usé ! ô ravissement des masses populaires devant la riante perspective de l'actionariat pour tous qui leur garantira de participer à leur propre exploitation, en soulageant ainsi tant de capitalistes incompris d'un lourd fardeau moral ! ô contentement immense de l'opposition, assurée de disposer d'un temps de réponse sans doute inversement proportionnel à la durée des interventions majoritaires ! ô divine surprise des journalistes communistes devant la promesse présidentielle d'une embauche massive à la Radio et à la Télévision !

Pendant que le chef de l'Etat devisait suavement avec la presse, des « conseillers » militaires français traquaient des Africains luttant pour leur liberté. Des ouvriers étaient expulsés, licenciés ou lock-outés pour avoir défendu leurs revendications. Le Pouvoir mettait à la tête de l'A.F.P. et de Radio Monte-Carlo ses godillots les plus épais. Des usines fermaient leurs portes. Les prix continuaient de monter.

Nous sommes habitués depuis quatre ans à subir de Giscard d'Estaing un discours où le vide du contenu le dispute avec âpreté à la platitude de la forme. Ce mercredi 14 juin, notre Président a sans doute atteint les sommets de son art. Tout s'arrangera... après l'an 2000. Débarassé des poisons de l'opposition de classe, la France sera « une société juste, pacifique et libre ». En bref, une association de rentiers solidaires. D'ici là, bien sûr, cela va être dur...

Car derrière ce rideau de fumée, cette vision riante d'un avenir idyllique, une politique existe, dont la mise en route requiert l'emploi cynique des moyens les plus nets. Le discours de Giscard : « en matière de réformes, de libertés, de politique sociale, on fera tout ce qu'il est possible de faire, dans la mesure où il est possible de le faire », Barre le traduit simplement et vigoureusement : rien. Le fond de la politique suivie est le même, mais Barre ne met pas les formes. Il sous-titre avec concision la version originale. A sa manière, qui est arrogante et brutale, à l'image du personnage ; mais, au moins, avec franchise.

Que veut dire en effet : « il faut que la France reconstitue un avantage de production » ? Cela signifie, en clair, que l'économie doit se restructurer, en fonction de la division du travail existant sur le marché mondial capitaliste, par l'accroissement de la productivité : des secteurs de production doivent disparaître, d'autres se transformer. Le chômage va donc s'accroître, la plus-value sera davantage et mieux extorquée aux travailleurs, le profit doit se développer « naturellement » et non grâce à la protection ou l'aide de l'Etat. Plus concrètement encore, cela implique : libérer les prix, liquider les « canards boîteux », briser la résistance ouvrière, empêcher la convergence entre le mouvement revendicatif qui se développe dans les secteurs prospères et le mouvement de lutte contre la liquidation des pans entiers de l'appareil productif. La politique menée par le pouvoir à Renault est la traduction concrète des grands exposés futuristes de Giscard. « Faire reculer l'injustice sans pénaliser l'économie », qu'est-ce donc sinon faire glisser la politique sociale du terrain des salaires et des prix vers celui de l'aide paternaliste aux familles et aux « plus défavorisés », et donc élever un rempart contre le mouvement revendicatif des travailleurs tout en essayant de le désamorcer ?

Pour savoir ce qui nous attend, ce contre quoi il nous faudra lutter et la manière dont il faudra lutter, il vaut mieux décidément n'entendre Giscard qu'après avoir écouté Barre. Le Premier ministre, au moins, n'aime pas les bavardages. Nous non plus.

Où va la France ?



Giscard d'Estaing :
Une idée « neuve » surgie des tréfonds poussiéreux.

Idée neuve et vieilles recettes

Giscard prétend " muscler l'économie " en distribuant des actions aux salariés...

Les membres de la Commission des comptes de la Nation viennent une nouvelle fois de confirmer l'optimisme, voire le gonflement des projections économiques officielles : la croissance ne sera, cette année, que de 3,2 % au lieu des 4,5 % prévus. Les mêmes corrections avaient été effectuées pour 1977 où le taux de croissance envisagé se ramena finalement à 2,9 %.

Le retour de l'économie française à une croissance lente vient d'être également confirmé par l'I.N.S.E.E. qui estime, à partir de l'extrapolation des caractéristiques économiques actuelles, que la croissance s'établirait jusqu'en 1983 à un rythme moyen annuel de + 3,7 %. Avec deux conséquences : une évolution du chômage particulièrement catastrophique — il se gonflerait d'environ 600 000 personnes à partir de son niveau de 1976 (soit un montant total de 1,5 million de personnes) ; et une augmentation de 5 % des cotisations sociales pour conserver les mêmes couvertures des risques.

Autant dire que le partage salaires-profits se réalisera dans des conditions encore plus difficiles. D'où la fermeté grandissante dont fait preuve Barre, d'où les initiatives « spectaculaires » du pouvoir (« conduire les Français à devenir plus largement propriétaires de l'industrie de la France », Giscard) qui ont un fondement autant économique qu'idéologique.

● **Motivations économiques** : le plan Barre du 22 septembre 1976 n'a pas tourné comme l'escomptait le Premier ministre, l'objectif principal, le ralentissement du taux d'inflation (qui devait être ramené à 6,5 %) n'a pas été atteint, c'est le moins que l'on puisse

dire puisque, de + 9 % en 1977, on passera à + 11 % en 1978, selon les chiffres officiels. Aussi, le rétablissement encore précaire de l'équilibre commercial est-il davantage dû à la stagnation économique provoquée par le laminage des salaires qu'à une compétitivité retrouvée des produits français.

Une demande interne faiblarde, un environnement international « non porteur » n'incitent guère à investir ; d'autant, et pour cause, que l'on observe dans la plupart des secteurs des surcapacités de production qui renchérissent les coûts (poids accru des frais fixes, incompressibles). Alors, le ralentissement des investissements (— 0,6 % en 1977) participe de la stagnation.

Pourtant, sous peine d'être bouffé par l'étranger, le capitalisme français se doit d'investir, de rejoindre les niveaux de productivité allemands (Giscard). Alors, le gouvernement bloque les salaires, mais comme cela a des effets négatifs, il libère les prix industriels — offrant ainsi la démonstration de la véritable origine de l'inflation ; mais comme cela est encore insuffisant il prend toute une série de mesures pour apporter aux entreprises le sang frais qui leur manque, en drainant vers elles une épargne ménagère qui se dirigeait jusque-là vers des emplois jugés non productifs (caisses d'épargne).

Et, comme pour mieux la faire accepter ou en masquer les finalités, l'entreprise se double alors d'une opération idéologique.

● **Fondement idéologique**. Il y avait longtemps que l'on n'avait pas observé un tel déchaînement procopitaliste. La

marée des mesures et dispositions législatives et réglementaires a bel et bien submergé les dernières velléités d'une « troisième voie » gaulliste. Comme dirait Barre, l'heure est aux choses sérieuses ! « *Le reste c'est du bavardage* ».

Après le train de mesures pour l'épargne de Monory, voilà que Giscard à son tour entre dans la danse en annonçant, lors de sa conférence de presse, une distribution gratuite d'actions au personnel des entreprises : « *un certain nombre de mesures d'incitation à l'épargne, d'avantages fiscaux qui seraient introduits en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la création de techniques nouvelles, les fonds communs de placement, des actions à dividende prioritaire, vont conduire les Français à acquérir une part croissante de la propriété de leur industrie* (actuellement, 2 % des ménages possèdent plus de 55 % des actions... N.D.L.R.).

Mais, naturellement, une démarche de ce genre sera inévitablement lente ; c'est pourquoi je pense qu'il faudrait lancer le mouvement par une décision immédiate portant sur la diffusion de la propriété du capital. » Et Giscard d'annoncer pour les entreprises en 1979 une augmentation de capital exonérée d'impôt et donnant lieu à distribution gratuite d'actions au personnel salarié (plus de 10 millions de titres seraient ainsi distribués).

Voilà l'idée neuve de Giscard destinée à « muscler l'économie française ».

Idée neuve ? Périodiquement, ressurgit des tréfonds poussiéreux teintés de moralisme récupérateur (le pire) de l'idéologie bourgeoise, ce désir (à fin de légitimité) d'instituer un actionariat ouvrier. Symptôme, signe des temps, coïncidence ? C'est juste avant la grande crise de 1929 qu'aux Etats-Unis l'actionariat ouvrier a connu sa grande vogue. En 1928, 800 000 travailleurs américains possédaient environ 100 millions de dollars d'actions, dans leurs 315 entreprises. Sur cet échantillon, en 1940, on ne comptait plus qu'une vingtaine d'entreprises avec des actionnaires salariés. Entre temps, les travailleurs, qui s'étaient endettés en crédits à la consommation avec pour caution leurs actions, avaient été ruinés par la chute de la bourse. En règle générale toutes ces grandes tentatives d'actionariat salarié ont échoué, les travailleurs ne se sont jamais montrés dupes.

Mais, pendant qu'elle fait miroiter aux yeux des travailleurs les petits bénéfices de ses grosses manœuvres idéologiques, la bourgeoisie financière ne s'oublie pas. Elle a fait reculer par deux fois le gouvernement sur l'imposition des plus-values boursières : le premier texte n'a jamais été appliqué, le second, à force d'amendements d'amis parlementaires ne rapportera qu'environ 110 millions de francs. 110 millions, c'est quatre fois moins que les subventions à Air France, à la « Jet Society ».

Marc ANVERS ■

La volonté de se battre

Pour que les luttes actuelles ne soient pas un simple réveil social, il faut organiser l'offensive contre la hausse des prix et le chômage.

Bon nombre de travailleurs concernés par les problèmes de chômage, de bas salaires, d'accélération des cadences ont vite compris qu'ils n'avaient rien à attendre des promesses de négociations et d'une éventuelle « ouverture sociale ». Les objectifs du patronat et du gouvernement, illustrés par les discours de Barre et de Giscard, demeurent la compression des salaires, les hausses de productivité et la liquidation des « canards boîteux ». Ils n'ont aucune raison, ni aucune volonté, de satisfaire les revendications s'ils n'y sont pas contraints par l'action. Ils cherchent au contraire à désamorcer toute contestation avant les vacances. La violence policière déclenchée contre les grèves (comme à Cléon, Flins, Sainte-Anne, Cambrai...), ou les déclarations de Barre contre les ouvriers des arsenaux viennent en fournir des preuves supplémentaires.

Combativité accrue

Mais cela ne démonte pas la combativité ouvrière qui se manifeste depuis un mois. Après les O.S. de Renault, ce sont les femmes chez Moulinex qui passent à l'offensive contre un travail parcellisé et sous-payé. Ces luttes ne sont pas les seules puisqu'un grand nombre de conflits pour de meilleurs salaires éclatent : Lainières de Cambrai, Calberson, garages de Lorient, Berliet, chantiers nucléaires, chantier du tunnel de Fréjus...

Les revendications sont souvent celles que toutes les plates-formes syndicales avancent depuis deux ans : la cinquième semaine de congés payés, d'autres conditions de travail, le S.M.I.C et des augmentations uniformes. Ajoutées aux multiples occupations d'usines condamnées à la fermeture ou à des licenciements massifs (Aciéries de Pompay, S.P.L.I., Boussac...), les luttes de ce mois de juin laissent supposer une rentrée sociale vraisemblablement différente de celles des années passées.

Même si les luttes ne débouchaient pas toutes sur des victoires, les problèmes demeuraient en suspens. Les salariés au bas de l'échelle ont réagi les premiers contre la compression

des salaires : effet du ras-le-bol. Mais ce ras-le-bol va se généraliser avec la flambée des prix, consécutive à la libéralisation des prix industriels et à la hausse des tarifs publics (cette dernière sera totalement appliquée le 1^{er} juillet). La vie chère et la stagnation du pouvoir d'achat deviendront, après les vacances, la préoccupation essentielle de la majorité des salariés.

Le chômage comme moyen de chantage

Les négociations syndicats-patronat qui débutent cette semaine, ne ralentiront ni ne diminueront le mécontentement qui s'exprime actuellement. Les patrons souhaitent surtout négocier ce qui les intéresse : la réduction de leur participation à l'indemnisation du chômage et la fin des 90 %. Ils sont décidés à dire *non* à la réduction du temps de travail et à la cinquième semaine de congés payés. Significative de leur refus de débattre des salaires et des conditions de travail : la remarque de Ceyrac, président du C.N.P.F., estimant que les O.S. de Renault devraient être contents, mais « comprenant » les angoisses des ouvriers de Boussac ou de Terrin. En une boutade, Ceyrac formule un des buts essentiels du patronat depuis deux ans : se servir du chômage comme moyen de chantage pour obliger les salariés à accepter un emploi avec un salaire plus bas, dans les plus mauvaises condi-

Un outil indispensable : les comités de soutien.



tions de travail et d'avenir de carrière.

Cette politique devra être combattue dans ces deux aspects : *baisse du pouvoir d'achat et chômage*. Il ne faut pas abandonner l'un pour l'autre, car ils sont indissociables.

Amplifier et coordonner le mouvement actuel, qui a quelque peu mis en porte-à-faux les stratégies syndicales, reste indispensable. Pour cela, les comités de soutien aux luttes actuelles seront un outil essentiel. Constitués localement ou régionalement, largement ouverts à la population et à toutes les organisations du mouvement ouvrier, ils renforceront le rapport de forces créé dans l'entreprise. Ainsi, pour Boussac, la mobilisation de 15 000 personnes à Epinal, le 26 mai dernier, a obligé Barre, qui claironnait qu'aucune intervention de l'Etat n'aurait lieu, à remettre le dossier à l'étude. Plus généralement, d'autres initiatives sont possibles. Deux campagnes peuvent les regrouper : pour la défense du pouvoir d'achat et contre le chômage.

L'unité devient une exigence

Contre la hausse de prix, des actions communes avec les organisations syndicales du cadre de vie et celles de consommateurs sont à envisager : contrôle des prix de certains produits ; refus de payer certaines hausses (logement, transport). Une propagande plus vaste pour des augmentations uniformes de salaire et le S.M.I.C. à 2 400 F appuieraient cette campagne.

Contre le chômage, il s'agit de regrouper les travailleurs occupant des usines en liquidation menacées de fermeture. Par rapport aux conditions qui avaient accompagné les mouvements d'occupation d'il y a trois ans, des changements se sont produits : rapidité des mises en liquidation et de l'intervention policière ; absence de perspective politique globale. Un bilan s'impose pour mieux organiser cette résistance. Il ne concerne pas que les centrales syndicales, dans la mesure où les municipalités et toutes les organisations ouvrières auront un rôle à jouer pour proposer et imposer des solutions de relance. L'unité devient une exigence.

Mais une action globale contre le chômage est également nécessaire. Elle sera à discuter nationalement, mais surtout localement avec les syndicats et les mouvements de jeunesse dans la perspective de rassemblements unitaires de chômeurs et d'une meilleure coordination des jeunes sans emploi. Les discriminations vis-à-vis des femmes à la recherche d'un travail impliqueront aussi une large riposte.

Pour que les luttes actuelles ne demeurent pas un simple réveil social mais donnent le départ d'une offensive prolongée et efficace contre la politique de la bourgeoisie, il faut donner à tous les travailleurs la volonté de se battre.

Secrétariat National
ENTREPRISES ■

Renault-Flins : l'épreuve de force

**DERNIERE HEURE (AVANT LE BOUCLAGE DE T.S.) :
LES ATELIERS PRESSE OCCUPES
PAR LES O.S., A FLINS, ONT ETE EVACUES
PAR LA POLICE A L'AUBE DU MERCREDI 21 JUIN**



La grève des O.S. à Flins :
refuser l'aumône.

La direction avait pourtant la semaine dernière essuyé un troisième échec. Sa tentative de désamorcer le mouvement, en engageant une procédure de licenciement contre environ 80 grévistes, n'avait abouti qu'à renforcer la détermination des occupants de l'atelier. Après la tentative avortée de remplacer les grévistes, puis la première évacuation par les flics et la réoccupation, le conflit s'était mué en long face à face.

La C.F.D.T. avait demandé l'annulation de la procédure judiciaire qui avait abouti à la première intervention policière. Le juge des référés lui donna raison et nomma un expert comme médiateur. Celui-ci, M. Thouvenot remettait son rapport à la fin de la semaine dernière renvoyant dos à dos les parties en présence : les grévistes avaient tort de bloquer la production ; la direction avait tort de ne pas satisfaire les revendications des O.S. de l'atelier presse, car elle en a les moyens économiques.

Après ce constat, relativement intéressant, le juge ordonnait l'évacuation des occupants mais aussi l'ouverture de négociations par la direction.

Le lundi 19 juin, au lieu de suivre la recommandation du médiateur, la direction ne proposait d'accorder le

P1 que pour 50 à 80 des 600 O.S. des ateliers presse. Ils ne pouvaient que refuser cette aumône, puisque depuis le début de la lutte, ils exigent le P1 pour tous.

La direction de la régie a de nouveau pris prétexte de cette pseudo négociation pour décréter le lok-out de l'usine, faute d'approvisionnement en bas de caisse gauche de R 18. Il est vrai que les stocks péniblement reconstitués après l'intervention policière étaient épuisés. Ce sont les 9 000 O.S., pour l'essentiel immigrés, des chaînes de montage de R 18 qui se sont trouvés pénalisés par cette mise en chômage technique. Les 1 100 autres travailleurs de Flins travaillaient normalement.

Une nouvelle rencontre de négociations était prévue, à l'initiative du médiateur pour le mercredi 21 juin, 16 heures.

La C.G.T. et la C.F.D.T. assument et appuient totalement le conflit à l'heure actuelle.

Y. S. ■

(1) Daniel Juge, qui participe activement à la lutte, annonçait dans T.S. de la semaine dernière une analyse des stratégies syndicales à la lumière de ce conflit. Présent en permanence à Flins, il n'en a pas eu le temps... mais il le fera !

CALBERSON : LES COLIS EN SOUFFRANCE...

Bien que le patron ait expédié une lettre de quatre pages à tous les membres du personnel, le mouvement chez Calberson dure depuis plus de trois semaines. Ces derniers huit jours, aucune négociation n'a pu avoir lieu. Des colis en souffrance s'accumulent. Les conducteurs de charriots et de Fenwick ne se pressent pas trop pour les débarrasser malgré les lettres d'avertissement que leur a adressées la direction. Les ouvriers embauchés pour les remplacer pendant leurs deux heures de grèves quotidiennes n'ont pas leur dextérité, ni leur permis de conduite de tels engins. Dans d'autres entreprises de transports, des débrayages de solidarité vont avoir lieu. Calberson, première entreprise européenne de transport, liée à la S.N.C.F., comme la S.N.C.F. lui est liée, n'est pas au bout de ses peines...

Dans les trois unités parisiennes : Batignoles, Ney et Mac Donald, où sont employés 1 200 travailleurs (40 % de manutentionnaires, 30 % de chauffeurs et 30 % d'employés), la grève a démarré le 1^{er} juin dernier : deux heures de grève reconductible par jour, décidées en assemblée générale. Hormis qu'elle désorganise les cinq services de huit heures effectuées jour et nuit par les équipes de manutentionnaires, cette grève coûte cher au patron. Elle a deux objectifs précis : une prime d'ancienneté égale pour tous ; une augmentation de 200 F pour tous.

Les feuilles de paye sont éloquentes : pour 208 heures par mois, 2 250 F net (prime comprise). Certes, à la suite d'une grève en janvier, le patron, M. Crescent, avait cédé sur quelques brouilles d'un cahier comportant 55 revendications. Mais pour l'essentiel, il refuse de discuter des salaires et des primes d'ancienneté. Il se baptise pourtant de « social-révolutionnaire » devant ses amis du C.N.P.F. Drôle de social-révolutionnaire qui, en réunion du comité d'entreprise le 12 juin, fait décider par le biais de la présence au C.E. de trois représentants du S.I.C.E.F. (Syndicat indépendant Calberson et filiales), cache-sexe de l'ex-C.F.T., le licenciement de trois délégués : deux C.G.T., Jeannot Simon et Allaoua Mizi et d'un C.F.D.T., Bruno Boulet. Motif invoqué : « meneurs de grève ». Un autre enjeu s'ajoute donc à la lutte : la défense du droit de grève.

Dans cette entreprise où la syndicalisation est récente, le turn over parmi les 2 500 travailleurs répartis dans toute la France assez élevé (du fait des cadences et des bas salaires), le droit de grève est fondamental. Face à des contremaîtres racistes, des chauffeurs assez corporatistes, des employés mieux payés, les manutentionnaires (souvent des immigrés) de Calberson forment un bloc uni dans leur combat : 90 % d'entre eux débrayent. Leur coordination sur Paris fonctionne. Mais la solidarité leur sera utile. ■

NEGOCIATION BIDON A SAINTE-ANNE :

Les travailleurs de l'hôpital Sainte-Anne, en grève depuis le 16 mai, à l'initiative de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O., avaient obtenu l'assurance que le 20 juin, la DRASS (Direction régionale de l'action sanitaire et sociale) ouvrirait des négociations sur leurs revendications (effectifs, conditions de travail, prime égale pour tous). Ils espéraient que, passant par-dessus la tête de la direction de l'hôpital Sainte-Anne (qui depuis un mois refuse de recevoir les grévistes), l'administration discuterait enfin. Hélas ! La DRASS n'est pas venue dans un hôpital sous haute surveillance (flics en civil dans tous les coins). Mais le directeur et le président du Conseil d'administration étaient là pour réitérer à la délégation des grévistes que seule une réunion du comité technique paritaire (dans lequel l'administration a voix prépondérante) pourrait examiner le problème. Report de toute discussion, donc, à une réunion dont on ne connaît toujours pas la date.

Après ces cinq minutes d'entrevue stériles, les pseudo-négociateurs de la direction de Sainte-Anne ont été suivis d'un cortège d'une centaine de grévistes qui les huait en dénonçant leur refus de négocier. Les trois hommes se dirigeaient alors vers le métro Denfert-Rochereau, espérant échapper à la vindicte. Les manifestants les y suivirent et bloquèrent le métro pendant dix minutes pour expliquer dans les wagons les raisons de leur colère. Sainte-Anne reste en grève ! ■

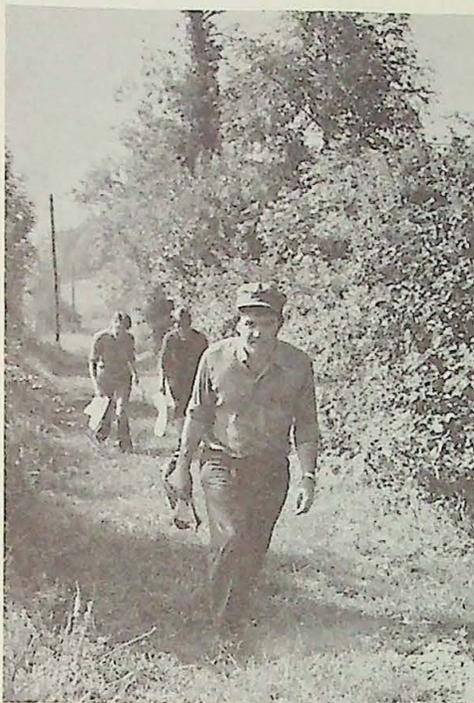
Arsenaux : pour rester alignés

C'est le ministre de la Défense lui-même, Yvon Bourges, qui a provoqué la colère des ouvriers de l'Etat employés dans les arsenaux et les poudreries nationales. A Brest, le 12 juin dernier, il annonçait la suspension « jusqu'à l'amélioration de la situation économique » d'un décret conquis en 1951 qui garantissait l'alignement des salaires des travailleurs de l'Etat sur ceux de la métallurgie parisienne. Ceci équivaldrait à une perte de salaire de 3 % pour 100 000 ouvriers. Le lendemain de cette déclaration, les 8 000 ouvriers de l'arsenal de Brest déclenchaient la grève, occupent les ateliers et manifestant en ville. Parti de la Bretagne (les 4 000 travailleurs de Lorient rejoignant très vite ceux de Brest), le mouvement n'a cessé de s'amplifier et de s'enraciner. A Roanne, Tarbes, Cherbourg, Toulon, Bourges, Clermont-Ferrand, Toulouse, Indret, etc., la grève était déclenchée. Vendredi dernier, 70 000 ouvriers débrayaient et manifestaient (soit la moitié des 140 000 employés de la Défense nationale).

La suspension de l'alignement sur la métallurgie déjà effective depuis un an entraîne pour un ouvrier professionnel PI une perte de 717 F. Or les salaires des ouvriers de l'Etat sont déjà maigres : 30 000 perçoivent moins de 2 500 F. L'exaspération était donc à son comble. Yvon Bourges refuse de négocier. Comme s'ajoutent aux causes du conflit des menaces de suppressions d'emplois (5 000 d'ici 1982, selon la C.F.D.T.) dues aux chutes des plans de charges (de 52 % à l'arsenal de Cherbourg et 32 % à Brest), la grève, très majoritairement suivie, risque de se prolonger et de se durcir. C.G.T., C.F.D.T. et F.O. y appellent, malgré leurs fortes divergences. Bravant la loi anti-grève de la Défense nationale (sti-

pulant que tout débrayage, ne serait-ce que d'une heure, entraîne la perte d'une journée de salaire), malgré la présence de la police, les ouvriers des arsenaux sont déterminés à faire reculer le ministère.

Y. S. ■



La gestion de la forêt :
un déficit qu'on peut combler.

Forêt : en grève pour la Journée de l'Arbre

La « journée de l'arbre » devait avoir lieu pendant la coupe du monde de football ! elle a été remise à plus tard — au 24 juin — pour lui donner plus d'éclat. Pendant ce temps, on continue à tolérer les agressions à l'environnement et surtout à accentuer la division internationale du travail qui nous rend

de plus en plus dépendant économiquement et politiquement.

Dans l'industrie papetière, du meuble et même dans le recyclage de vieux papiers, on voudrait continuer à fermer les usines et à licencier... Le déficit de la balance commerciale du secteur bois et produits dérivés s'est pourtant élevé à 8 milliards de francs, se situant ainsi juste après le poste le plus déficitaire qu'est le pétrole !

Or, nous pourrions largement combler ce déficit grâce aux ressources en bois de nos forêts dont certaines ne demandent qu'à être éclaircies pour mieux pousser, grâce aussi au recyclage des vieux papiers... Et les petits bois encore en excédent pourraient même être transformés en granulés, en carburants liquides et se substituer partiellement au pétrole. Mais pour faire accepter le nucléaire actuellement générateur de gros profits, le gouvernement doit continuer à brandir le spectre du manque d'énergie ; il est donc hors de question d'envisager sérieusement pareilles transformations du bois.

Pour le P.S.U., il faut aussi modifier radicalement la gestion des forêts en créant partout des Centres de Travaux et de Gestion des Forêts auxquels incomberait la gestion de toutes les forêts de plus de 25 hectares, et facultativement de celles d'une superficie moindre.

Plus de 200 000 emplois doivent être ajoutés aux 600 000 qui dépendent déjà de la forêt et du bois si l'on veut pouvoir gérer correctement la forêt et produire ce dont nous avons besoin.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. de l'administration appellent à la grève le 24 juin et proposent de révéler au public l'absence de prises de mesures efficaces en faveur de la forêt.

A. D. ■

Deux plaquettes viennent de paraître sur la forêt :
1. - Le P.S.U.-Documentation n° 131 (4 F) analyse la situation de la forêt et de l'ensemble de la filière bois ; elle contient de nombreuses propositions.
2. - Une plaquette de la C.F.D.T. (15 F) est consacrée à la forêt et aux conditions de travail dans ce secteur.

D'autres conflits

● **MOULINEX (Alençon)** : Cette entreprise d'appareils électro-ménagers a comme slogan publicitaire : « Moulinex libère la femme ». Mais des O.S., rivées, attachées à la chaîne pour y accomplir des tâches harassantes et parcellisées, femmes pour la plupart, touchent des salaires très bas. A Alençon (2 868 salariés dont 1 300 O.S.), dans une des douze usines du groupe, la grève avec occupation a démarré jeudi dernier. Bien sûr, la direction a demandé l'évacuation : technique patronale classique ; jugement de tribunal non moins classique. Mais, appuyées par des débrayages dans les autres usines, les ouvrières d'Alençon sont décidées à tenir pour obtenir une augmentation immédiate de 400 F pour tous et la cinquième semaine de congés payés.

● **BERLIET** : Dans la région lyonnaise, les

débrayages et grèves partielles se multiplient sur la revendication des 3 000 F de salaire minimum. Agitation assez exceptionnelle à quelques jours des vacances.

● **TUNNEL DE FREJUS** : Les travaux sur le versant français stoppent. 426 ouvriers qui y travaillaient sont en grève depuis le 14 juin pour une revalorisation de la prime de rendement et d'autres conditions de travail.

● **MINES DE FER DE LORRAINE** : Vendredi dernier, une journée d'action appelée par la C.G.T. (avec grève de 24 heures) a rassemblé des milliers de grévistes et de manifestants à Hayange contre les fermetures.

● **VICHY** : La quasi-totalité des ouvriers du service d'emboûtillage de la compagnie fermière de Vichy en sont à leur deuxième semaine de grève. La direction ne veut rien

céder. Leur revendication : une hausse du salaire horaire de 1,20 F.

● **GARAGES DE LORIENT** : 70 travailleurs des garages Renault, Peugeot, Opel et Simca sont en grève totale depuis six semaines pour la revalorisation de leurs salaires. Comme en 1974 déjà, ils réparent gratuitement les voitures sur la place publique, puisque toutes les occupations ont dû successivement subir l'assaut des flics venus à l'appel du sous-préfet « garantir la liberté du travail et les biens ». Il est vrai qu'il est plus facile d'évacuer ces grévistes que les 4 000 de l'arsenal de Lorient, Lorient où d'autres conflits se sont déroulés où se poursuivent : Chantelle (confection), chantiers et ateliers de la Perrière, Sopromer (occupé depuis 500 jours), Jugant une imprimerie occupée depuis mars, etc.

LA FEMME



Yvette Roudy, secrétaire nationale du P.S. :
« contre la stratégie du ghetto ».

Les femmes des autres...

Ça va vraiment mal chez ceux d'à côté... Entendez : le P.S. et le P.C. Voilà que leurs femmes s'y mettent. Satisfaction discrète chez nous, au P.S.U. : on se sent tellement mieux en famille quand ça se dispute chez les voisins. Oui, mais...

Rappelons les faits... ou plutôt les textes. C'est Françoise Gaspard, au nom sans doute de pas mal d'autres femmes socialistes, qui a ouvert publiquement le débat au Parti socialiste. Annonçant qu'une tendance regroupant les femmes du parti pourrait bien être mise sur pied, sur des positions féministes qu'elles ne pouvaient faire entendre dans l'un ou l'autre des courants existants. Tentative aussitôt qualifiée de « stratégie du ghetto » par Yvette Roudy, secrétaire nationale du P.S. à l'action féminine. Françoise Gaspard avait, au moment des législatives, exprimé le malaise de nombre de militantes du P.S., dans les instances et les réunions du parti. Et donné une interview en ce sens à *Femmes en mouvements*.

Elles se retrouvent en bas de tout

Quant aux femmes contestataires du P.C., elles ont choisi l'occasion de la réunion des 10 et 11 juin des responsables « du travail parmi les femmes » pour lancer un brulôt. Des reproches précis : manque d'intérêt du P.C. pour la mobilisation contre la violence sexuelle, dénonciation des attaques contre les féministes à l'intérieur du parti, refus d'admettre l'existence d'une solidarité féminine qui ne se réduit pas à la solidarité des « travailleuses » entre elles, privilège toujours répété des attaques du P.C. contre l'exploitation dans le travail qui permet de fermer les yeux sur ce qui fonde cette exploitation même : la division des rôles entre hommes et femmes. Et, comme on ne bâtit pas de « courant » dans le P.C., les féministes commu-

nistes lancent un journal où s'exprimeront des femmes communistes et des femmes non communistes. A quoi Madeleine Vincent — chargée de maintenir la ligne, comme Yvette Roudy au P.S. —, répond en déniait le « retard » du P.C.F. sur les problèmes des femmes, en dénonçant le mouvement des femmes accusé de jouer la conciliation des classes sociales et en refusant la constitution de groupes femmes dans le parti.

Il faut d'abord tirer de tout cela une constatation : le mouvement des femmes traverse aujourd'hui toutes les organisations politiques et sociales. Parce qu'il est radical et révolutionnaire. Parce qu'on ne peut pas jouer au petit jeu des réformes et du « donne-moi le pouvoir, je te ferai une société meilleure » quand c'est la question même de la division du travail la plus élémentaire qui est posée. C'est un homme, Alain Touraine, qui écrit à propos du mouvement des femmes : « Il doit être maintenant reconnu non pas comme la réponse à un problème social particulier, mais comme un agent de transformation de toute la vie sociale et politique ».

Alors, rien d'étonnant à ce que des craquements se produisent dans les partis politiques eux-mêmes. Un parti politique c'est un outil de la prise du pouvoir. Il se fabrique en référence à la société où le pouvoir est en cause. C'est pourquoi il en adopte les modèles : l'ordre hiérarchique, le militantisme au rendement, les discours de spécialistes faits autant pour dominer les non-spécialistes que pour expliquer la réalité. Que les femmes aient, dans cette histoire, l'impression qu'elles sont flouées, rien de bien étonnant

non plus : elles n'ont ni le temps libre des super-militants, ni l'esprit délié des hommes formés à la direction des autres ; dans leur ensemble, elles se retrouvent en bas de toutes les échelles hiérarchiques, renvoyées sans cesse aux tâches et aux soucis de la vie quotidienne et, quand elles auraient le temps de faire autrement, mystifiées par les modèles de soumission, de gentillesse qu'on leur a proposé.

Alors ? Il se trouve au P.S.U. beaucoup de femmes, et particulièrement celles qui ont pris l'habitude de confronter ensemble leurs pratiques au « secteur femmes » comme on dit, pour se reconnaître bien des points communs avec les femmes du P.S. et du P.C. Même si l'existence de ce secteur permet une avancée importante ; même si le parti a accepté l'existence du mouvement des femmes et la présence active de ses militantes dans ce mouvement ; même si des textes de la Direction Politique Nationale approuvent les choix féministes et l'organisation autonome des femmes. Parce que, dans la vie militante quotidienne, tout n'est pas aussi simple. Le « secteur femmes » vient justement de l'écrire dans un *P.S.U.-Documentation* qui explique que ce n'est pas si com- mode d'« être femme au P.S.U. ».

Ce reste nous intéresse

Voilà pourquoi aussi tout ce qui peut être tenté pour une transformation de la vie politique, en particulier dans les recherches actuelles du Front autogestionnaire, nous intéresse. Nous l'avons exprimé lors du dernier week-end du secteur femmes, à l'intention de ce Front autogestionnaire : *« Les partis méconnaissent, par leur langage, par leur pratique, par le champ restreint de leurs préoccupations, la réalité politique des rapports sociaux tels qu'ils existent hors de la production, dans la famille, le couple, la vie quotidienne. Ils entretiennent un cloisonnement étanche entre vie politique et vie privée. Ils se présentent comme des instruments de la prise du pouvoir politique, des outils d'intervention pour la répartition économique des richesses, mais sont muets quant au reste de l'existence. Nous, femmes, disons que ce reste de l'existence nous intéresse »*.

Nous avons fait des propositions précises pour le contenu et les formes des actions du Front autogestionnaire. Alors, tant mieux si, dans les partis de gauche aussi, les questions soulevées par le mouvement des femmes finissent par être posées : pas seulement celles qui traitent des « problèmes-femmes » comme on dit, mais celles qui remettent en cause les formes mêmes du pouvoir, de l'organisation militante, de la coupure entre la politique et la vie privée. Nous sommes de ce combat-là.

Huguette BOUCHARDEAU ■

Cent soldats " au trou "

Chantage, intimidation, arrestations, mutations... Dans les casernes comme dans les usines, on choisit l'été pour la répression. Plus d'une centaine de soldats sont aujourd'hui entre les mains de la Sécurité militaire.

C'est que la campagne de masse lancée par la Coordination nationale des Comités de Soldats sous forme de pétition pour les transports gratuits et le droit aux permissions hebdomadaires de 48 heures a connu un succès inquiétant : 3 000 signatures de soldats, large soutien civil.

L'élargissement du mouvement civil de soutien se traduit d'ailleurs dans la composition du « Comité Droit et Défense des Libertés dans l'Institution militaire », mis sur pied cette semaine sous le parrainage de la Ligue des Droits de l'Homme. Ce comité est la continuation du « Comité de Contrôle » qu'I.D.S. et le P.S.U. avaient constitué pour protéger les candidats soldats aux dernières élections. Outre la présidence d'Henri Noguères, on y note la présence de personnalités aussi diverses que Michel Mousel, l'amiral Sanguinetti, le général Bécarn, le père Cardonnel, ainsi que Paul Doukhan, journaliste à l'Humanité et même un membre du Comité Central du P.C.

On ne peut que se féliciter des récentes prises de position du P.C. et du P.S. qui, en dehors de tout souci de responsabilités gouvernementales, viennent renforcer enfin le soutien à la lutte des soldats pour leurs droits démocratiques... Des actions unitaires larges sont envisagées pour les jours prochains. ■

Mise au pas à Evreux

A la base aérienne 105, comme dans beaucoup d'autres régiments, on sanctionne pour cause de " courage à l'armée "

Norbert Brzoza : 30 jours d'arrêts de rigueur. Muté à la B.A. 107 de Villacoublay, avec Pierre-Marie Bottala : 15 jours d'arrêts.

Didier Wallon : 60 jours d'arrêts de rigueur ; Pierre Prim : 15 jours ; mutés à la B.A. 103 de Cambrai.

Maurice Moitel : 60 jours ; muté à la B.A. 110 de Creil en compagnie de Michel Legrix.

Philippe Casteuble et Laurent Kabanoff : mutés à la B.A. 123 d'Orléans. Robert Nave, Yonneck Bevout et Yann Quisefit : ? (peut-être que la S.M. (la Sécurité Militaire) cherche quelqu'un pour « faire le quatrième » ? A Evreux, manifestement, on mute par couple en mariant savamment un « puni » longue durée et un « puni » courte-peine).

« Punis », Norbert, Pierre-Marie, Didier, Pierre, Maurice, Michel, Philippe, Laurent, Robert, Yonneck, Yann ? Non : cités au tableau d'honneur de la base aérienne d'Evreux (B.A. 105). Sanctionnés pour cause de courage à l'armée. Un courage qui les a conduits à participer à la rédaction et à la diffusion d'un canard assez plaisant : *Perds pas le Nor* — ce qui est un titre plein d'astuces et d'allusions aux

avions *Noratlans* utilisés à la base. Lequel canard :

— annonçait la création d'un comité de soldat ;

— déplorait les conditions de vie locale : à Evreux la soupe n'est pas fameuse, le service de santé est défaillant, les loisirs sont inadaptés, le régime des perms paraît fantaisiste...

— râlait contre les brimades qu'affectionnent certains gradés ;

— avançait des revendications valables à Evreux comme ailleurs : liberté de se réunir, de s'exprimer, de lire tous les journaux ; gratuité des transports ; salaire égal à celui des E.O.R. qui sont aussi des appelés...

Pas de quoi fouetter un chat ? Un chat, peut-être. Un appelé, voire. En tout cas, les onze fauteurs de tracts ont été sérieusement malmenés : interrogatoires en nocturne ; chantage (« Si t'avoues pas, t'écoperas d'une peine salée, tu retrouveras pas d'emploi, surtout si t'es prof, instit' ou fonctionnaire ; ta femme, ta sœur, ta fiancée vont perdre leur job aussi... ») ; injures grossières ; mensonges (« Ton copain nous a tout dit ; c'est par lui qu'on a ton nom... »). Le tout, sept heures d'affilées. Les gars de la Sécurité

Militaire ont héroïquement tenu le coup... grâce à la gendarmerie de l'Air qui les relayait. Les onze, pas relayés eux, ont fini par signer une déclaration reconnaissant leur participation à la confection du libellé incriminé (on espère qu'ils n'ont pas, par lassitude, menti...).

Depuis, mutations générales. Dans la nuit du 9 au 10 juin, des avions *Noratlans* ont largué les coupables qui à Villacoublay, qui à Cambrai, qui à Creil ou Orléans. Et pas question d'aviser les familles : tu rentrais chaque soir chez toi ? Ta femme s'inquiètera, tant pis. Ta compagne, alertée par lettre sortie clandestinement de la base, accourt à Evreux, assistée par les Unions départementales F.E.N., C.G.T. et C.F.D.T. : le droit de visite est refusé. Ton père apprend du commandant de service que tu as été transféré « vers une destination inconnue »... Les droits de la défense ? L'armée connaît pas ! L'armée, elle, campe dans une situation de « non-droit » et n'a pas à se justifier des sanctions qu'elle inflige.

Y compris quand elle reconnaît, par des réformes concrètes, ses torts et vos raisons. Les « onze » d'Evreux avaient tellement raison que les autorités de la base ont tambour battant réaménagé le foyer, révisé le régime des perms et affirmé bien fort dans certains cas que les punis avaient « dit tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas ». A propos, qu'attend la S.M. pour sanctionner les officiers délinquants qui se permettent de tels écarts de langage et de conduite ?

En attendant, les « onze » croupissent dans des cellotes exiguës et mal aérées. Isolement de rigueur : seuls en cellule, seuls en promenade, ils sont sevrés de radio et mis à la portion congrue en ce qui concerne les journaux. Certes, leur situation a été « normalisée » dans leurs nouvelles bases : on peut leur écrire, et les familles ont effectivement le droit de leur rendre visite — un droit dont on use, il est vrai, avec parcimonie, quand on réside au loin.

Ça devrait au moins permettre de faire savoir aux « onze » qu'ils ne sont pas aussi isolés qu'on pense. A Evreux, à Dieppe, à Rouen, on se rencontre, on démarche, on pétitionne, on « diffe », on télégramme, on conférence de presse, on s'organise pour eux. « On », c'est-à-dire les familles et les proches réunis dans un comité de soutien local ; des floppées de syndicats (F.E.N., C.G.T., C.F.D.T. de l'Eure, S.G.E.N., S.N.I., Syndicat de l'équipement de Paris...); des grévistes d'entreprises bretonnes et normandes ; des associations de défense des droits des soldats (I.D.S., C.R.I.S.S.L., Collectif national de soutien aux luttes des soldats) ; la Ligue des Droits de l'Homme et le Comité Droit et Liberté dans l'institution militaire sont saisis de l'affaire ; les journaux en parlent...

J. BERAL ■

Le modèle de l'URSS :

le capitalisme bureaucratique d'Etat

Peu importe aux travailleurs d'être exploités par un propriétaire privé ou par une bureaucratie possédant collectivement les moyens de production...

Premier pays à avoir liquidé le capitalisme privé, l'U.R.S.S. représente le prototype d'une évolution qui prévaut actuellement sur la moitié de la planète. Comprendre la nature de la société dite « soviétique », c'est comprendre la nature de cette évolution et les chances du socialisme.

En effet, le socialisme ne s'identifie pas à la disparition de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Marx déjà avait envisagé la possibilité d'une évolution vers un capitalisme d'Etat, où la classe dirigeante en assumerait collectivement la propriété par le moyen de l'Etat. Après la NEP, Lénine n'hésitait pas à écrire que le capitalisme d'Etat, en Russie, signifierait une étape vers le socialisme à condition que les travailleurs contrôlent l'Etat à tous les niveaux : « **le socialisme, c'est l'électrification plus le pouvoir des soviets** ».

Mais, précisément, les conseils ouvriers et paysans (soviets) ont cessé d'exister dès 1919 comme centres de décisions et de pouvoir — supplantés par le parti. Depuis plus d'un demi-siècle, les travailleurs n'ont plus aucun pouvoir, ni dans l'entreprise, ni dans l'Etat, ni dans le « parti », ni dans les syndicats. Ils n'ont même aucune possibilité de s'exprimer, de manifester, encore moins de s'organiser ou de faire grève. Toute manifestation d'une opinion « dissidente » mène au camp de concentration ou à l'asile psychiatrique. Les travailleurs ne disposent même pas des droits élémentaires comme de circuler librement hors des frontières ou dans l'Union soviétique.

Aux antipodes du socialisme

Les moyens de production sont étatisés. Mais l'Etat est, sans partage, aux mains de la bureaucratie. Cette bureaucratie ne dépend en rien de la population. Elle organise elle-même sa reproduction et sa sélection. Contrôlant tout l'appareil économique, elle est seule à pouvoir dispenser le travail et les moyens de subsistance. Elle détermine la nature des investissements et de la production, la part qui reviendra à la consommation sociale et individuelle, sa nature et sa répartition. Elle

contrôle entièrement l'information par la presse, les publications, la radio et la T.V. Elle forme l'idéologie par l'école, les mouvements de jeunesse, le parti, les syndicats, l'édition.

Elle contrôle totalement la société civile : travail, promotion, logement, circulation, consommation, santé, loisirs, art ou recherche scientifique. Elle dispose bien entendu de tous les moyens de coercition : armée, justice (y compris les avocats), police (y compris leurs auxiliaires comme les psychiatres). De la naissance à la mort, travailleurs manuels ou intellectuels restent des objets, manipulés par une machine omnipotente qui ne leur laisse pratiquement pas même la possibilité de prendre conscience de leur aliénation.

Nous sommes là aux antipodes du socialisme, c'est-à-dire d'une société où les travailleurs prendront le contrôle de la production et de la société pour amener l'humanité à se libérer des contraintes de sa préhistoire.

Que leur employeur soit un propriétaire privé ou une bureaucratie qui possède collectivement les moyens de production, cela ne change rien à l'exploitation des travailleurs. La seule différence, c'est qu'ils ont perdu la possibilité relative de discuter sur la vente de leur force de travail : les syndicats étatisés sont devenus pour l'essentiel les représentants de leurs employeurs pour transmettre les impératifs de la production. Le surtravail des producteurs est accaparé et utilisé à sa convenance par la bureaucratie dirigeante.

Pour l'essentiel, la société « soviétique » reproduit les mécanismes de l'exploitation capitaliste en les généralisant : le salariat est étendu à tous les secteurs ; l'extension de la plus-value n'a d'autre limite que la tolérance sociale ; l'opposition entre dirigeants et exécutants, la hiérarchisation, l'inégalité des revenus et des pouvoirs sont poussés plus loin encore que dans le capitalisme privé. Une telle société peut être définie comme un capitalisme bureaucratique d'Etat.

Par bien des points, les mécanismes de son économie sont différents de ceux du capitalisme privé. En voici quelques exemples. Les individus de la

classe dirigeante ont pour mobile, non le profit, mais la recherche d'une promotion dans la hiérarchie du pouvoir. L'évolution de l'économie dépend pour l'essentiel de cette hiérarchie, non de la concurrence. Le ressort de la production n'est pas le profit mais le développement de la production — même en tant que moyen de pouvoir : c'est-à-dire, comme l'a montré Kuron, essentiellement le développement de l'industrie lourde, sur laquelle repose le pouvoir collectif de la bureaucratie.

A part celle des classes dirigeantes (qui ont leurs magasins réservés et leurs produits spéciaux), on peut dire que la consommation est considérée comme faisant partie des frais généraux inévitables de la production ; elle est régulée par des considérations politiques. Les crises économiques ne sont pas des crises de surproduction, mais de sous-production (le plus souvent de dysfonctionnement).

La classe dirigeante bureaucratique camoufle son existence — et celle des technocrates — dans l'« intelligentsia ». Elle exerce son pouvoir en utilisant la courroie de transmission des organisations para-étatiques, en premier lieu celle du Parti. Celui-ci n'est nullement un parti où s'élaboreraient les décisions politiques. C'est à la fois le lieu de reproduction de la bureaucratie et de sa sélection, en même temps que le principal instrument pour faire appliquer par la population les décisions du sommet de la hiérarchie. L'idéologie par laquelle la bureaucratie maintient sa domination est pour l'essentiel celle du capitalisme privé : famille, travail, patrie, morale, obéissance à la hiérarchie. Mais les valeurs liées à l'individualisme, comme les libertés, font place aux valeurs de l'Etat et du Parti. Pour donner à sa dictature une justification absolue, « scientifique », transcendante, la classe dominante utilise le marxisme, transformé en dogmes et défiguré, comme les classes dirigeantes depuis 2 000 ans utilisaient la religion.

Clé de voûte : le nationalisme

La puissance de la bureaucratie dépend de celle de l'Etat. Elle s'efforce d'étendre géographiquement sa domination en utilisant les contradictions sociales de la planète, de dominer les pays les plus faibles, de se subordonner leurs moyens politiques et militaires, d'utiliser à son profit leurs ressources. Ce qu'elle appelle « internationalisme », c'est, pour les partis et les Etats dominés, le devoir d'aligner leur politique sur la sienne et d'accepter sa tutelle. Les bureaucraties des pays dominés sont contraintes de tolérer son protectorat, souvent pour se protéger contre leur propre population, mais en même temps elles s'efforcent de s'en dégager. Le nationalisme est la clé de voûte des sociétés capitalistes d'Etat. Les menaces de conflits entre elles tiennent à leur nature même.

Yvan CRAIPEAU ■

forum de l'autogestion

15^{eme} rencontre des GAM

1 - Le rôle économique des communes

Les Groupes d'Action Municipale se sont réunis deux jours aux Ulis. Ils ont esquissé un double bilan.

Les Groupes d'Action Municipale ont tenu leur XV^e Rencontre Nationale avec 80 participants les 20 et 21 mai aux Ulis (Essonne) après onze rencontres régionales décentralisées. Elle a permis d'esquisser un double bilan : celui d'un mouvement éclaté sur le territoire, manifestant par sa vitalité le goût d'une autogestion quotidienne qui se répand dans le pays. Et celui des partenaires des G.A.M., associés possibles ou adversaires confirmés, dans la gestion communale.

Mais les G.A.M. ont d'abord voulu débattre de deux problèmes concrets : d'abord, le rôle économique des communes ; ensuite, les rapports entre les associations, les masses et les institutions municipales.

L'idée d'un débat sur le rôle et le pouvoir économique des Communes (1) est judicieuse dans une situation de restructuration industrielle et de chômage élargi. Trois registres ont été abordés.

Le premier a développé les nombreuses initiatives que prennent les conseils municipaux pour faciliter l'implantation d'emplois sur leur commune : il s'agit le plus souvent d'abaisser le coût des investissements initiaux des entreprises privées en fournissant à bas prix le sol. Ce sont les zones industrielles dont se sont dotées toutes les communes depuis dix ans. Mais, concurrence aidant, les enchères montent et les communes doivent fournir des services de plus en plus élaborés : voiries, infrastructures sociales (cantines, transports, crèches), et désormais les locaux eux-mêmes. Cette escalade dans la séduction peut être stérilisée par les organismes de tutelle : Equipement, DATAR, Industrie, qui poursuivent des buts de clientélisme politique. Surtout, elle ne tient pas lieu (malgré son coût) de décision, et laisse le sort des communes d'accueil au caprice de l'initiative privée ou à la rationalité des stratégies industrielles fixant leur géographie selon la division internationale du travail (depuis le Joint « français » à Saint-Brieuc et Lip à Besançon, les élus P.S.U. en savent quelque chose).

Le second registre de l'initiative économique des communes est la création d'emplois par elles-mêmes. La législation actuelle interdit aux communes d'avoir des activités industrielles et commerciales. Cela ne devrait pas faire



La vente du sol communal : pour créer des emplois.

obstacle à l'extension de la notion de service public ; et la passivité de nombreuses municipalités devant la privatisation de l'eau (Compagnie Générale des Eaux, cf. **Que Choisir** n° 126), de l'affichage (panneaux Decaux) ou des transports urbains, est regrettable mais peut régresser.

Par ailleurs, l'obstacle juridique peut être contourné par la vigoureuse démonstration des défaillances de l'entreprise privée pour satisfaire des besoins. Ainsi, la socialisation de la distribution commerciale peut avancer, par sa municipalisation (reprenant sur le mode communal les économats des entreprises publiques de la Libération). Laval (Mayenne) a eu sa poissonnerie-boucherie municipale, Reze-les-Nantes (Loire-Atlantique) vient d'installer un marché de nourriture biologique, mais la menace peut suffire et à Pavie (Italie) la municipalité a conclu des contrats contre la vie chère avec le commerce local.

Des expériences existent aussi dans la production : Arvieux (Hautes-Alpes) a une municipalité G.A.M. qui soutient la coopérative de jouets permettant aux jeunes de vivre au pays. Saint-Etienne (Loire) joue un rôle dans le maintien de la fonction production de Manufacture. Besançon est candidat au rachat des locaux nécessaires au projet coopératif des Lips. Enfin la municipalité autogestionnaire de Louviers étend la notion de service public en devenant l'un des premiers employeurs de la région sans qu'elle soit soup-

connable de clientélisme municipal.

Le troisième registre, le plus politique, porte sur la nature des emplois créés. On connaît le combat résolu de Jean-Paul Faba (Conseiller municipal P.S.U.) et du Syndicat National des Journalistes contre le maire P.S. de Roubaix (Nord) qui a mis en location-vente des locaux à la disposition d'une imprimerie du liberticide groupe de presse Robert Hersant. De nombreuses communes (80 d'après un premier recensement en cours à la Fédération des Elus Autogestionnaires) refusent le nucléaire. Une contradiction s'annonce dans le camp populaire avec le projet gouvernemental de permettre aux communes une politique énergétique autonome, coûteuse pour les budgets communaux et menaçante pour les travailleurs d'E.D.F.-G.D.F. Aux Ulis, ville de la rencontre, Dominique Lalanne (Conseiller P.S.U.) suscite une recherche géothermique pour le chauffage urbain en concurrence avec le réacteur nucléaire Thermos (prévu à Saclay).

Cependant la question « **quels emplois pour produire quoi ?** » demeurerait discrète et délicate face au choix entre pollution ou chômage, si l'agressivité du capitalisme ne cumulait pas les deux (la Shell en Bretagne, PUK en Maurienne, le tourisme en montagne). Un exemple mérite d'être popularisé : les cahiers des marchés de travaux publics à Meylan (Isère) prévoient des clauses sur les conditions de travail et d'habitat des travailleurs, et la mairie (G.A.M.) refuse les industries polluantes sur son territoire.

Louis JOUVE ■

● Prochain article : « Des prototypes du Front autogestionnaire ? ».

(1) Une partie du stage du 19 au 27 août de la F.E.A. abordera les problèmes économiques des communes. Renseignements contre un timbre à : Fédération des Elus Autogestionnaires, 31, rue Decrès, 75014 Paris.

Cent-cinquante groupes sont membres adhérents ou associés des G.A.M. Ils sont plus particulièrement implantés en Ile-de-France, au Nord et en Alsace, en Provence-Côte d'Azur, et sur deux axes Puy-de-Dôme-Rhône-Isère et Maine-et-Loire-Sarthe-Loiret. 80 élus municipaux se réclament des G.A.M. et plusieurs maires, ainsi qu'une trentaine de socialistes ayant la double appartenance. Les G.A.M. ont un bulletin de liaison à commander au Secrétariat national : 16, rue Anatole-France, 92800 Puteaux, et un répondeur téléphonique : 775-11-85.

Inter (il s'agit d'Edouard Sablier) peut développer l'argumentation giscardienne sur « l'Afrique aux Africains », et vouer au diable les Cubains, les Allemands de l'Est, les Soviétiques, accusés de vouloir re-coloniser l'Afrique « dans le style de l'Afrika Korps », ou de chercher à « envahir la Namibie dont Pretoria prépare l'indépendance ».

Afrique : La loi des parrains

Les Occidentaux, inquiets de voir le continent africain échapper peu à peu à la zone d'influence de l'impérialisme, mettent les pieds sur la table...

On ne se gêne plus. Vingt ans après le grand mouvement des indépendances en Afrique, les pays occidentaux entreprennent à nouveau — depuis Paris, Bruxelles ou Washington — de dicter leur politique aux régimes « modérés » du continent. Ainsi, de plus en plus, pour parer au plus pressé, les experts des grands pays capitalistes se contentent de discuter entre eux, dans les capitales européennes, de la nature de l'aide à fournir et des conditions à faire respecter par le gouvernement zaïrois — principal objet de leurs attentions...

Les choses sont allées loin : il est question de nommer un gouverneur-adjoint européen à la Banque du Zaïre, et d'affecter d'autres « grands commis » occidentaux auprès des principales administrations du pays (douanes, impôts, chemins de fer, etc.). Telles sont quelques-unes des conditions posées à l'acceptation par le Fonds monétaire international (F.M.I.) du « plan Mobutu », destiné à relever de la ruine un pays charnière entre l'Afrique du nord et l'Afrique australe, considéré par les Occidentaux comme la clé numéro un de tout l'équilibre stratégique sur le continent.

L'horreur du vide

Dans le même temps, le chef de l'Etat zaïrois a réussi à faire remplacer les « paras » français et belges par des troupes prêtées par les Etats modérés d'Afrique de l'ouest et du nord : le Maroc surtout, qui confirme ainsi sa vocation de « gendarme » à l'échelle de tout un continent, mais aussi quelques-uns des plus fidèles alliés de la France, qui sont en même temps ses meilleures « néo-colonies » (Côte d'Ivoire, Gabon, Togo, Sénégal). Comme le général Mobutu a, par ailleurs, laissé entendre qu'il n'hésiterait pas à faire appel également à des techniciens militaires recrutés directement par ses soins — ce sont les fameux « mercenaires » — on conçoit que le Zaïre redevient rapidement une sorte de dépendance de l'Occident en Afrique,

engraissé de crédits à la condition qu'il joue à plein son rôle de « domino » et d'avant-poste occidental face aux régimes progressistes d'Angola, Mozambique, Tanzanie, Zambie, etc.

Cette évolution a de quoi satisfaire le président du Sénégal, M. Léopold Senghor, pour qui « la troisième guerre mondiale a commencé en Angola », comme il l'a confié récemment au *Figaro*. Le chef de l'Etat sénégalais, tout dévoué à la France, développe une argumentation simpliste, qui fait bon marché du souci des peuples de se libérer, et de lutter contre leurs propres bourgeoisies nationales. Pour lui, tout l'affrontement actuel se résume à un grand jeu mondial : « Les Américains désertent... Heureusement, les Français sont courageux... Les Russes sont attirés par le vide laissé par l'Occident... La grande faute a été de les laisser faire en Angola... ». Grâce à de tels « penseurs », l'éditorialiste agressif des petits matins de France-

Mobutu : chef de l'Etat zaïrois :
« Un pays charnière entre
l'Afrique du nord et l'Afrique australe ».



Erulin et Dénard

Tout cela ne peut cacher cependant que l'image de la France s'est sérieusement dégradée ces dernières semaines, notamment sur le continent africain où la coopération civile — qui a fait longtemps les beaux jours du grand lobby de la « charité » — a été éclipsée par le bruit des armes et l'omniprésence des arrières-pensées.

Il y a d'abord un doute persistant sur la nature « humanitaire » de l'objectif poursuivi par la Légion « étrangère-française » à Kolwezi, à partir du 18 mai : les victimes n'ont pas été aussi nombreuses qu'annoncé ; les massacres ont redoublé à l'annonce de la préparation de l'intervention franco-belge ; les soldats zaïrois ont eu une part dans les meurtres et les pillages ; enfin, aucune preuve de la présence ou du rôle indirect des Cubains dans cette affaire n'a pu être avancée, tant du côté français qu'américain. Bien plus, depuis une semaine, Fidel Castro s'emploie à désamorcer l'accusation en prouvant qu'il avait averti Carter de ce qui se préparait et que — pour sa part — ils considéreraient comme une source inutile d'ennuis.

Deux éléments ont également joué à plein contre l'attitude agressive des Français, et frappé l'opinion. Le contraste a été saisissant entre les légionnaires au crâne rasé de l'ancien tortionnaire Erulin, et les paras belges qui — visiblement — n'ont plus ni l'habitude, ni le goût d'aller « nettoyer » les brousses ou les déserts d'Afrique. Ensuite, de New-York où il représente les U.S.A. aux Nations unies, Andrew Young ne cesse de répéter que l'Occident s'affole sans raison valable à propos de la présence des Cubains en Afrique, et qu'il ferait mieux de jouer loyalement le jeu de la « majorité noire » dans les bastions racistes d'Afrique australe : selon lui, un déblocage de ces conflits en faveur des « modérés » africains aurait pour effet de désamorcer l'essentiel des crises, et d'enlever leur prétexte aux interventions des pays socialistes.

Et puis, il y a l'opinion en France, qui n'a pas suivi comme un seul homme « le Président » dans ses chasses africaines. L'ensemble de la gauche — à l'exception peut-être des radicaux — a condamné nettement l'opération de Kolwezi, et surtout les interventions toujours en cours au Tchad et en Mau-

ritanie. Qui plus est, Jacques Chirac, le président du R.P.R., ne cesse de déplorer « l'otomanisation » de la politique étrangère française (à propos de la réunion des Occidentaux à Paris et à Bruxelles, pour organiser le soutien au Zaïre), et de réclamer des négociations avec l'Algérie et la Libye « qui ne doivent plus être considérées comme des ennemis ».

Enfin, Paris traîne une méchante « casserole » dont on entendra de plus en plus parler : avec sa complicité et son assentiment indirect, une poignée de mercenaires français emmenés par Bob Dénard — le roi des « affreux » du Katanga et de bien d'autres coups fourrés — a pris le pouvoir aux Comores le 13 mai dernier, et tué l'ancien chef de l'Etat, Ali Soilih, quelques semaines plus tard. « Bob Dénard », c'était le « colonel Erulin » de l'opération aéroportée sur le Bénin, le 16 janvier 1977 : un échec cuisant, mais il avait l'habitude... Le bonhomme s'appelle en fait Gilbert Bourgeaud. Il est originaire de Bordeaux. Il est domicilié à Paris. Et — sous le nouveau patronyme de « colonel Mustapha Mahdjou » —, il règne aujourd'hui sur la police et l'armée de ce petit archipel du sud-ouest de l'océan Indien, sur la « route du pétrole », à quelques centaines de kilomètres des côtes seychelloises et malgaches — ses prochains objectifs de reconquête. On a les agents que l'on peut...

Philippe MARIÉLIE ■

Liban : Le temps des incertitudes

Au Proche-Orient,
l'imbroglie politico-
diplomatique met la
résistance palestinienne
sur la corde raide

Les troupes israéliennes d'occupation ont quitté le territoire libanais le 13 juin, date limite fixée par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Israël semble ainsi, pour une fois, appliquer les résolutions de l'organisation internationale.

Il faut dire d'abord que ce départ a été relativement forcé du fait de la pression de l'opinion internationale et en particulier des Etats-Unis, marquant ainsi l'isolement diplomatique réel de l'Etat d'Israël. Cependant, le drapeau bleu et blanc amené ne signifie pas le retour au statu quo qui prévalait avant l'invasion israélienne.

En effet, les troupes israéliennes se sont donné les moyens de laisser sur place des infrastructures telles (réseaux routiers, bastions militaires, armement



Le général Weizman, ministre de la Défense :
« laisser la négociation ouverte... »

de miliciens) qu'elles puissent désormais faciliter une nouvelle intervention israélienne ultra-rapide en territoire libanais. En transmettant, de fait, leurs pouvoirs aux forces dissidentes chrétiennes du commandant Saad Haddad, ils n'ont pas hésité sur ce plan à violer la résolution 425 des Nations Unies qui stipulait que le gouvernement libanais devait être restauré dans son autorité sur l'ensemble du pays.

Mieux, par son raid meurtrier du 9 juin sur une base palestinienne au Liban, l'armée israélienne a montré son intention d'intervenir directement au Liban à n'importe quel moment et quel que soit l'avis des organisations internationales.

Pour le moment, la question est de savoir si le contingent de l'O.N.U. (FINUL) accomplira complètement la mission qui lui avait été assignée quant à la restauration de l'autorité du gouvernement central sur tout le pays. En clair, la FINUL osera-t-elle affronter la dissidence libanaise chrétienne du Sud dont on peut dire qu'elle prend davantage ses ordres de Tel-Aviv que de Beyrouth.

On peut légitimement se demander si la France, dont le contingent est majoritaire dans la FINUL, se prononcera clairement pour l'application dans le sens de la résolution des Nations Unies.

En fait, la France a d'autres visées à plus long terme. S'appuyant sur une demande téléguidée de la droite chrétienne modérée — ainsi que l'a formulée récemment un de ses leaders Raymond Eddé —, Giscard souhaite imposer au gouvernement central libanais une nouvelle internationalisation du conflit. Il s'agirait de poser la question de la présence et du rôle de l'armée syrienne au Liban (hégémonique dans la force arabe de dissuasion — F.A.D.) pour mettre à la place des contingents de la FINUL, c'est-à-dire en dernière analyse l'armée française. Sous le couvert d'une opération de désengagement des belligérants, cette armée française, dans le cadre de la FINUL, vise à dresser une véritable barricade entre les

forces libano-palestiniennes : en bref, verrouiller la frontière nord d'Israël pour paralyser les mouvements des Palestiniens. A qui aura profité l'installation des forces de l'O.N.U., sinon à la droite et aux fascistes libanais ? La situation serait alors telle que la gauche libanaise (Mouvement regroupant le P.S.P.-Joumblatt, l'O.A.C.L. — Organisation arabe communiste libanaise —, et le P.C.L. entre autres) et l'O.L.P. se trouveraient géographiquement piégés dans de véritables ghettos.

Les désaccords sanglants entre chrétiens, manifestés par l'assassinat du fils de Frangié, le leader chrétien favorable aux Syriens, montrent que la droite chrétienne se sent en état de soulever la question de la présence des Syriens au Liban. Or, pour elle, qui peut les remplacer pour faire face au danger de la gauche libanaise alliée aux Palestiniens sinon « les amis traditionnels » des chrétiens au Liban que sont les Français depuis le temps du mandat ?

Pendant ce temps, une crise a surgi au sein du gouvernement israélien. Elle a été suscitée par un questionnaire américain sur l'avenir de la Cisjordanie. Questionnaire qui visait avant tout à faire apparaître les divergences entre les jusqu'aboutistes autour de Begin et les partisans d'une solution américano-égyptienne derrière Weizman. Le ministre de la Défense, homme ligue des Américains, souhaiterait laisser ouverte la négociation avec les Etats arabes. De toute manière, dans cette affaire, le gouvernement israélien est unanime pour estimer encore possible la mise hors jeu politique des Palestiniens et en particulier de l'O.L.P., en négociant de fait le sort des Palestiniens avec les Etats et gouvernements arabes : la Jordanie, l'Egypte, et même la Syrie, dont on a vu la passivité complice pendant l'intervention sioniste au Liban.

De son côté, la Résistance palestinienne a certes été peu touchée sur le plan militaire par l'attaque israélienne. Cependant, même si elle a été reconnue comme partie prenante aux accords entre belligérants, son autonomie d'intervention au Liban est sensiblement amoindrie. Après le Septembre Noir jordanien en 1970 et l'intervention syrienne contre les forces palestino-progressistes au Liban en 76, il s'agit d'un nouveau coup porté à la résistance palestinienne dans le dernier pays où elle disposait encore d'une relative marge de manœuvre.

La difficile situation ainsi créée peut et doit amener à de redoutables interrogations, voire à des révisions quant à la stratégie d'alliance menée jusqu'à la direction de l'O.L.P., plus portée vers les Etats que vers les peuples. L'avenir politique et militaire de la résistance palestinienne dépendra de la façon dont elle tirera le bilan des derniers mois écoulés.

Bernard RAVENEL
et Alain TLEMCEN ■

Hôtel Meurice : Trois liftiers contre la junte argentine

Patrick Abraini, Moïse Azoulay et André Behar sont tous trois liftiers. A l'hôtel Meurice, un des plus grands palaces de Paris (entre 500 et 1 900 F la nuit), ils en ont vu des « grands » de ce monde : Dali, princes arabes en goguette, industriels, etc. affichant leur morgue, leur pognon et leur pourriture. Ils leur portent leurs bagages, sourire de mise...

Aujourd'hui, ces trois jeunes hommes sont licenciés pour faute professionnelle. Et quelle faute ! Ils ont, le 27 mai dernier, refusé de monter les valises d'officiers argentins. En un mot, ils n'ont pas voulu s'abaisser à servir des tortionnaires venus à Paris, en compagnie de l'attaché militaire français en Argentine, acheter des armes.

Cet acte a eu un écho important dans la presse. Mitterrand serra la main de ces hommes qui avaient spontanément eu le courage de leur opinion. Bernard Stasi, homme de la majorité, leur « tira son chapeau ».

Mais M. Mosse, vice-P.-D.G. de la

Société nationale des Grands Hôtels qui, excusez du peu, contrôle le Grand Hôtel, le Café de la Paix et le Meurice, les licencia quasi-immédiatement.

Même si le 3 juin dernier, il déclarait à l'A.F.P. qu'il réexaminerait le cas des trois liftiers, il n'a pour l'instant rien dit, rien fait et a refusé de recevoir la délégation du syndicat C.G.T. de l'hôtel Meurice. Il laisse pourrir, espérant qu'on n'en parlera plus avant les vacances.

Mais les licenciés de Meurice ne comptent pas en rester là. Ils ont sensibilisé par tract les employés des autres hôtels parisiens, participé à des conférences du COBA, rencontré le P.S.U. A l'heure où les footballeurs français et leurs dirigeants n'ont réussi à obtenir de l'ambassadeur de France en Argentine que les informations déjà collectées par le COBA sur les vingt-deux Français disparus là-bas, trois liftiers ont, par leur geste exemplaire, montré la complicité du gouvernement français avec l'Argentine.

Aujourd'hui, trois hommes mesurent

toute la portée de leur action et la revendiquent hautement. Face à un directeur qui déclarait à **Europe 1** qu'ils n'avaient rien à perdre, ils rétorquent que l'embauche leur sera probablement fermée dans tous les palaces de France. Ils répliquent aussi que la fameuse hospitalité nationale, dont se targue M. Mosse pour justifier leur faute professionnelle, est un étrange paravent ; paravent qui cache la complicité entre le gouvernement français et les dictateurs, bourreaux de l'Argentine. En clair, ils ont été licenciés pour des motifs politiques. Leur dignité exige leur réintégration à l'hôtel Meurice. Elle exige aussi une mobilisation, des pétitions, des lettres de protestation auprès du directeur du Meurice.

Un comité de soutien s'est créé auquel le P.S.U. s'est associé : envoyez les pétitions au P.S.U., 9, rue Borromée 75015 Paris, et les chèques à Anne Tregouet - Banque populaire, 170, rue de Lourmel, 75015 Paris, compte n° 0417 200 1592.

Y. S. ■

